

“L’Institut a évolué et s’est professionnalisé... et nos projets communs comprennent la Jordanie et la Palestine”

Ludovic Morinière: L’Institut des Finances est pour ADETEF l’exemple réussi d’une coopération utile et intelligente

“La formation reste le vecteur principal de modernisation de l’administration”

Selon Ludovic Morinière, expert ADETEF, rencontré par Hadith Al Malia lors de sa visite au Liban en Octobre, l’Institut des Finances- Institut Basil Fuleihan, est pour ADETEF (l’agence de coopération internationale des ministères économiques et financiers français), “un exemple réussi d’une coopération utile, intelligente et efficace”. Interview:



Morinière entouré par l’équipe de L’Institut et du centre Jordanien

Quelles sont vos nouvelles activités au niveau régional et que préparez-vous actuellement pour l’Institut des Finances?

ADETEF est très présente dans la région, essentiellement depuis la création de l’Institut des Finances en 1996, puisque ADETEF est, en partie, à l’origine de la création de l’Institut et a continué pendant ces douze années à le soutenir par le biais de conventions annuelles renouvelées et par la participation aux différentes activités de coopération technique et de formation. En ce qui concerne ADETEF donc, je dirais que tout ce qui se passe aujourd’hui au niveau régional dans le domaine de la coopération technique est une suite logique de ce qui a été entamé il y a 12 ans avec l’Institut.

L’Institut est-il devenu donc une sorte de représentant régional d’ADETEF?

Tout à fait. Pour ADETEF, l’Institut est un exemple réussi d’une coopération utile, intelligente, coordonnée, respectueuse des spécificités de chaque opérateur, et dont l’efficacité a été prouvée. C’est un projet réussi, car il est devenu autonome au bout de quelques années, c’est-à-dire qu’ADETEF

n’a plus besoin d’être présente de manière continue pour en garantir le succès. A partir du moment où ADETEF n’avait plus de présence physique, et où les experts français n’étaient plus présents à l’Institut, ce dernier a pris toute son ampleur et a acquis un caractère purement libanais. Par la suite, il a pu recevoir l’assistance de différents pays et bailleurs de fonds pour des projets ponctuels, tout en continuant à travailler avec la France, mais à sa demande et en fonction de ses besoins. Je dirais même d’une certaine manière que si l’Institut avait décidé qu’il n’avait plus besoin de l’expertise du Ministère des Finances français pour évoluer, cela ne nous aurait pas posé de problèmes. En effet, nous considérons que c’est à l’Institut des Finances et au Ministère des Finances libanais de décider des besoins de l’Institut en matière d’assistance.

Est-ce une coopération en sens unique ou dans les deux sens?

Non, et c’est justement la marque un peu exceptionnelle de l’Institut. Dans plusieurs pays, la coopération institutionnelle fonctionne essentiellement en sens unique, à savoir que les pays Européens et Occidentaux, notamment la France, apportent l’expertise permettant d’aider certains pays à moderniser leur administration dans le domaine des finances publiques. Évidemment, il y a toujours des échanges dans la coopération, on apprend toujours dans la coopération, ce n’est pas neutre. Nos experts, nos fonctionnaires français, apprennent sur place. Néanmoins, la particularité de l’Institut des Finances réside dans le fait qu’il a acquis une certaine maturité et connaissance non seulement dans le domaine de la formation en finances publiques mais également dans les domaines techniques liés à la TVA, au management ou à la gestion des ressources humaines. Ce savoir acquis permet de fournir une expertise au niveau régional et est désormais caractéristique de l’Institut des Finances qui œuvre depuis 2 ans avec ADETEF sur des projets de coopération régionale, notamment avec la Jordanie. En Jordanie, ADETEF a participé à la création du centre de formation du Ministère des Finances. L’Institut des Finances est un partenaire privilégié de ce projet piloté et opéré par ADETEF, qui fait intervenir des experts de l’Institut des Finances grâce à une convention entre ADETEF et l’Institut. Des experts libanais vont ainsi à Amman

pour aider le Ministère des Finances jordanien à développer son centre de formation tandis que des fonctionnaires jordaniens viennent à Beyrouth pour apprendre sur place. C’est pour nous un premier exemple des engagements que nous avons consentis en termes de coopération dans les deux sens dans la région.

Quel rôle l’Institut jouera-t-il en Palestine?

A travers l’Institut, ADETEF a un projet de coopération avec le Ministère des Finances palestinien portant sur la création d’un centre de formation similaire à l’Institut de Finances à Ramallah. Aussi, nous pourrions travailler avec l’Institut via Amman, ou en faisant venir des fonctionnaires palestiniens ici au Liban pour prendre l’exemple d’un centre de formation opérationnel. Nous avons également plein d’autres idées sur le plan de la coopération régionale, notamment avec la création du réseau GIFT-MENA, le réseau des écoles et instituts de formation des agents publics dans la région MENA. Ce réseau est d’ailleurs une initiative lancée par l’Institut des Finances et soutenue par ADETEF.

Est-ce que l’Institut des Finances a pu, à votre avis, évoluer et contribuer à la réalisation d’un changement positif dans l’administration libanaise?

L’Institut des Finances qui ne proposait que quelques formations en 1997 (une formation économique, une formation à la comptabilité, un peu d’informatique et un peu d’anglais), a énormément augmenté sa capacité de formation, proposant aujourd’hui un catalogue extrêmement varié de formations et d’évènements, et participant au quotidien à la modernisation de l’administration libanaise. L’Institut a évolué: Il s’est professionnalisé, et à travers ce que j’y vois, je pense que l’administration libanaise, notamment l’administration des finances publiques, a évolué grâce à l’Institut des Finances. Cependant, il y a énormément de choses à faire et je pense que l’Institut va continuer à jouer un rôle très important. Je pense que la formation reste le vecteur principal de modernisation de l’administration. La formation est la clé de la réussite. Il n’en demeure pas moins qu’il y a un effort à faire sur le plan de la gestion des ressources humaines au Ministère des Finances, et là encore, l’Institut peut jouer un rôle important.